



Rives méditerranéennes

6 | 2000

L'édifice religieux : lieu de pouvoir, pouvoir du lieu

Droit au chœur : conflits de préséance entre archevêques et parlements à Aix-en-Provence et Toulouse au XVII^e siècle

Pascal Julien



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/62>

DOI : 10.4000/rives.62

ISBN : 978-2-8218-0010-6

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 10 novembre 2000

Pagination : 41-56

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Pascal Julien, « Droit au chœur : conflits de préséance entre archevêques et parlements à Aix-en-Provence et Toulouse au XVII^e siècle », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 6 | 2000, mis en ligne le 10 mars 2011, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/62> ; DOI : 10.4000/rives.62

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© Tous droits réservés

Droit au chœur : conflits de préséance entre archevêques et parlements à Aix-en-Provence et Toulouse au XVII^e siècle

Pascal Julien

- 1 « JE SUIS CELUI qui chante Dieu pour vous », entonnaient moines et chanoines lors des antiennes et oraisons qu'ils égrenaient au cours des multiples heures et offices quotidiens. Dans les chœurs liturgiques des cathédrales, collégiales, abbatiales ou autres églises conventuelles, les clercs s'employaient ainsi à pallier le manque de ferveur du peuple des laïques. Ils récitaient leurs litanies dans les stalles, de confortables sièges de bois disposés en double rangées, hautes et basses, le long des murs de clôture et au revers du jubé.
- 2 Dans les grands édifices urbains, une disproportion systématique est perceptible entre le nombre de ces stalles et celui des chanoines qui les utilisèrent. A l'époque moderne, pour la majorité d'entre eux, les chapitres oscillaient au mieux entre vingt et trente clercs, leur nombre ayant été limité de manière très stricte, afin de ne pas dépasser les possibilités des temporels. Or la plupart des ensembles de stalles de ces édifices varièrent entre quatre-vingt et cent quarante places environ. Si, dans les cas les plus favorables, l'on double le nombre des chanoines par les prébendiers, si l'on y ajoute d'éventuels chapelains, quelques bénéficiers, on n'atteint pas les deux tiers du chœur. Comment expliquer alors les 96 et 138 sièges des chœurs cathédraux d'Aix-en-Provence et de Toulouse? Deux procès, qui eurent lieu en ces villes au début du XVII^e siècle, fournissent certaines réponses à cette question. L'année 1622 fut marquée à Aix-en-Provence par le début d'une grave crise entre le Parlement et l'archevêché, crise qui survint également en 1628 à Toulouse, entre les mêmes protagonistes. Dans les deux cas, l'origine du conflit se trouvait dans la cathédrale, plus précisément dans le chœur liturgique. En ce lieu, que l'on considère traditionnellement comme ayant été réservé aux seuls clercs, certains laïques avaient des droits qu'ils entendirent défendre avec force face aux prétentions des prélats.

Aix-en-Provence : un siège au « théâtre »

- 3 Au matin du lundi 19 décembre 1622, devant la grande chambre du Parlement d'Aix-en-Provence, l'avocat général de Thomassin fit l'annonce fracassante d'une « grande nouveauté qu'on a fait dans le cœur de l'église Saint Sauveur de ceste ville d'Aix » : la chaire archiépiscopale venait en effet d'y être abattue et démolie, puis remplacée par « un grand teatre ». Or ce dernier était si avancé et « si haut rellevé » que lors des cérémonies, les officiers du parlement « ne pourront presque veoir le Maistre autel »¹. Non seulement cette modification était préjudiciable à l'édifice, le mettant en « grande difformité », mais encore et surtout elle était de « manifeste incommodité et empeschement » envers les officiers de la cour, qui siégeaient dans le chœur, ceux-ci ayant « accoustume de se mettre tant en corps qu'en particullier de ce costé la ». Immédiatement, il fut décidé d'aller dresser procès-verbal de cette « altération faite aux chères », d'une manière jamais pratiquée en aucune église de la province, et l'on enjoignit de stopper le travail des ouvriers, sous peine d'arrestation et d'une amende de cinq cent livres.
- 4 Ce coup de force n'avait pas été directement perpétré par l'archevêque, Paul Hurault de l'Hospital, mais par son neveu et coadjuteur, l'évêque d'Augustopolis, Guy Hurault de l'Hospital. Par son truchement, l'archevêque ne faisait que concrétiser une intention déjà ancienne. Quatre ans auparavant, en 1618, il avait voulu se doter d'un trône particulier à côté des stalles, pour s'y tenir lors des offices; il avait cependant du y renoncer face à l'opposition du parlement. Cette affaire ayant été âprement débattue, l'archevêque avait été contraint, en octobre de cette année 1618, de déclarer qu'il ne siégerait que dans le sanctuaire, près du maître-autel et du côté de l'évangile, conformément à l'usage du pontifical romain et que rien ne pourrait être modifié avant que le roi ne prenne une décision à ce sujet. Durant quatre ans, le prélat n'avait rien entrepris mais en 1622, il quitta Aix-en-Provence à la suite de Louis XIII qui venait de visiter la ville. Fort d'assurances royales ou profitant de la confusion que pourrait provoquer son absence à Aix et sa présence auprès du roi, il chargea alors son neveu de faire démolir son ancienne chaire particulière dans les stalles et de la faire élever de manière bien plus somptueuse sur un « teatre », une large estrade haute de quatre marches et ostensiblement détachée des autres sièges.
- 5 Le chantier, commencé le 15 décembre 1622, fut donc interrompu par le parlement quatre jours plus tard, mais les officiers de la cour choisirent d'abord la solution amiable pour résoudre ce problème. Ils députèrent auprès du prélat des commissaires pour lui signifier leurs plaintes et s'entendre avec lui. Il protesta tout d'abord de sa bonne foi, signalant que son oncle avait « receu commandement du roi », rappelant qu'il n'avait rien fait qui ne fut soumis à son autorité et qu'il ne causait « aucune incommodité à la cour »; pour lui la nouvelle chaire était moins haute que l'ancienne : il ne l'avait remplacé que pour avoir plus d'aisance avec ses coadjuteurs lors des vêpres. Il se rendit même dans le chœur pour souligner la pertinence de ses propos aux yeux des commissaires.
- 6 En retour, la cour, qui n'avait été informée d'aucune décision royale, décida de faire prendre les exactes mesures du problème que l'on considérait d'une grande importance. L'expertise ordonnée ne fit que confirmer le premier compte-rendu, à l'encontre des dires de l'évêque : son « teatre » était bien trop haut. Durant plusieurs jours, on alla ainsi de palabres en expertises, de députations en réfutations, mais l'archevêque ne voulut rien entendre, estimant « que c'est à lui d'ordonner dans l'église et de l'ordre des chaires

d'icelle et particulièrement de la sienne pour la dessance des cérémonies ». Les parlementaires essayèrent de trouver quelques « expédients » pour rester en paix avec lui, mais en vain jusqu'au 24, où il proposa de renoncer à son projet en faisant construire « un aultre cœur à l'entour du mestre autel » pour y placer et sa chaire et celles de ses assistants, nécessaires aux cérémonies. Toutefois il demandait à la cour de contribuer aux dépenses à hauteur de 400 écus, moyennant quoi toutes les chaires du chœur où les officiers avaient coutume de s'asseoir leur demeureraient libres. Il proposait un plan de ce nouveau chœur dressé par l'architecte Lombard, contrôleur des bâtiments du roi. Mais des chanoines s'élevèrent contre cet accord et le parlement lui-même refusa d'y souscrire. L'archevêque fut averti que s'il célébrait l'office dans sa nouvelle chaire, on procéderait contre lui. Comme il passa outre, le 2 janvier 1623 un arrêt fut pris pour le contraindre à démolir son trône, sous peine de la saisie de son temporel à concurrence de 10.000 livres, mais rien n'y fit.

- 7 Les choses restèrent en l'état, car le parlement n'osa jamais aller plus avant et l'archevêque se permit même de narguer les officiers, car « pour attester à la postérité qu'il était l'auteur de ce changement, il fit étaler ses armes au-dessous du couronnement du trône »².

Toulouse : un siège pour deux

- 8 L'affaire toulousaine, elle, ne commença qu'en 1628. Cette année-là, au mois de mai, la ville s'apprêtait à recevoir avec faste son nouvel archevêque, monseigneur Charles de Montchal. Réunis en séance, les officiers du parlement délibérèrent des modalités de la traditionnelle entrée triomphale à lui réserver, réglant en particulier les complexes et épineuses questions de préséance entre la cour et les consuls de la ville, tant pour la chronologie de la réception et des discours que pour le rang à observer dans le cortège introduisant le prélat dans la cité. Mais dès le 8 mai, une difficulté inattendue se fit jour : on apprit qu'avant même son arrivée, Charles de Montchal exigeait de récupérer pour l'usage d'un archidiacre la chaire du chœur immédiatement à gauche de la sienne. Or cette stalle était alors celle que « monsieur le premier président ou autres que messieurs les présidentz en son absence ont accoustume d'occuper ». Pour éviter toute contestation malvenue lors des cérémonies d'accueil, il fut décidé qu'aucun des dignitaires de la cour ne se trouverait aux vêpres pour le *Te deum* marquant la prise de possession du siège cathédrale. Il fallait éviter qu'un différend éclate dans le chœur en un jour si solennel (fig.1).

Cathédrale Saint-Etienne de Toulouse. Chaire archiépiscopale et travée sud des stalles.

- 9 Rapidement, les officiers comprirent que cet archevêque avait de multiples prétentions, pour certaines très dérangeantes. Dès sa réception et installation, le 19, il fit savoir qu'il voulait être reçu par le parlement et y siéger en tant que conseiller né, arguant d'un droit concédé à ses prédécesseurs³. On y consentit, à condition qu'il laisse sa croix en la chapelle de la cour et qu'il prête serment, ce qui fut fait dès le lendemain, avec force protestation d'humilité, d'affection et d'assistance de chaque bord. Dans les jours qui suivirent, plusieurs « conférences » eurent lieu pour tenter de résoudre à l'amiable la question de la chaire et autres exigences du prélat, notamment sur la direction de l'hôpital Saint-Jacques de Toulouse. Loin de se rétracter, ce dernier alla plus loin encore, demandant aux officiers de quitter les chaires hautes qu'ils occupaient pour s'installer

dans le bas chœur, ce qui résoudrait le problème! C'en était trop et l'on décida de porter cette affaire devant le garde des sceaux. Une ultime provocation eut lieu le 12 juin, lors du chapitre général des dominicains, qui se tenait traditionnellement dans l'église des Jacobins. Là où se faisaient toutes les assemblées de l'université, devaient être soutenues plusieurs thèses en Théologie. Lorsque les cinq présidents et conseillers de la cour arrivèrent sur les lieux, ils trouvèrent leurs sièges habituels, premiers en rang, occupés par l'archevêque et quatre autres évêques, eux-mêmes ayant été dispersés et relégués sur les côtés. Plus que jamais, il fut décidé d'en appeler au roi.

- 10 En attendant l'avancée de cette procédure, on rechercha la jurisprudence en matière d'abus de pouvoir d'un archevêque à l'encontre d'un parlement, dans l'ordonnancement du chœur et les prérogatives honorifiques. Le 19 juin on recevait du parlement de Provence les pièces à produire à l'encontre de Mgr de Montchal : la promesse de l'archevêque d'Aix de 1618 et l'arrêt de la cour de 1623, « donné sur pareille prétention ». Le lien était fait entre les deux affaires.
- 11 Comme à Aix, le contentieux subsista à Toulouse, mais il s'y envenima encore et connut bien des développements. Ce fut l'archevêque qui, cherchant à devancer le parlement, fut le plus prompt à porter plainte auprès du roi. Il présenta sa requête au monarque durant le siège de La Rochelle, le 16 septembre 1628. Louis XIII ordonna alors la production des pièces de cette affaire et la comparution des plaignants. Dans ses doléances, non seulement l'archevêque exposa qu'il était « troublé » par les officiers de la cour « en la séance de ceux qui doivent l'assister dans le cœur de son église », dans son droit à présider l'hôpital de la ville, dans les préséances des « assemblées publiques » et les processions, où il voulait que ses domestiques marchent devant la cour, mais de plus il se plaignit de n'avoir pu faire porter sa croix devant lui jusque dans la chapelle du parlement et surtout d'avoir dû y prêter serment à genoux.
- 12 Concernant la chaire archiépiscopale, Montchal produisit plusieurs pièces susceptibles de renforcer ses prétentions : un acte réglant la présence au chœur, donné par l'archevêque Jean d'Orléans le 8 octobre 1530, un procès-verbal d'installation d'un grand archidiacre « en la chaire plus proche à main gauche de l'archiépiscopale », un acte de notoriété rendu par le sénéchal de Toulouse le 9 août 1628 sur la possession de cette chaire et la vue et plan des stalles de la cathédrale de Bordeaux, avec une attestation du chapitre de cette église portant sur l'usage de cette chaire latérale, en date du 10 juin 1628. Ce dernier acte prouve que l'archevêque avait lui aussi très rapidement cherché à trouver des documents allant dans le sens de ses prétentions. Le parlement quant à lui, produisit la jurisprudence aixoise et « deux figures et planches des chaires du cœur de ladite église de Tolose ». Le Conseil d'état statua sur cette affaire le 4 janvier 1629, laissant au parlement l'usage de la chaire litigieuse aux seuls « jours et cérémonies » où il avait coutume de se rendre en corps à la cathédrale, faisant droit à l'archevêque sur la plupart de ses autres griefs concernant les préséances⁴.
- 13 Cet arrêt ne conclut pas l'affaire et l'opposition subsista envers un prélat qui n'avait pas véritablement œuvré pour se faire respecter à Toulouse, d'où il avait été le premier à s'enfuir, lorsque la peste y était apparue, en août 1628. Il se trouva d'ailleurs plus de trois ans retenu à Paris, le temps de l'éradication du fléau, ne reparaissant qu'au printemps 1632, alors que le premier président Le Masuyer avait succombé dans la cité en assurant ses fonctions. Le conflit de préséances persista durant les années qui suivirent, n'allant qu'en s'amplifiant et en 1638 les deux parties demandèrent la médiation d'Henri de Bourbon, prince de Condé. Ce dernier proposa un accord en six articles que tous signèrent

le 12 juin 1638. Pour le chœur, il fut décidé que l'on déplacerait vers l'autel la chaire archiépiscopale de manière à rajouter à la gauche de celle-ci et avant celle du premier président une nouvelle stalle pour le second archidiacre, que l'on ornerait à l'égal de celle existant déjà du côté droit :

- 14 « Que la chaire de Monsieur l'archevesque sera portée plus avant vers la porte du chœur pour entre la dite chaire et la première en ordre de celles du chapitre en estre construite une autre pareille à celle qui est acosté de celle dudit sieur archevesque vers ladite porte du chœur où ladite première chaire de celles dudit chapitre sera séparée des autres, ornée et réduite à l'instar de celle qui est du costé de ladite porte, et l'agenouilloir qui est au devant sera a costé et la place mise en pareil estat quelle est du costé de ladite porte »⁵.
- 15 L'archevêque n'attendit pas que le parlement revienne sur cet accord et ne lui en laissa pas la possibilité. Le 10 septembre il le fit enregistrer devant notaire et le 14 décembre il passa un contrat avec le maître menuisier et sculpteur Guillaume Fontan pour procéder à la modification suggérée, mais d'une manière toute particulière⁶. En effet, il ne fit pas déplacer sa chaire et rallonger le chœur comme cela avait été préconisé, mais il demanda à Fontan de modifier la stalle immédiatement à gauche de la sienne et de lui donner « pareils ornements que ceux qui sont à la chere de main droite », avec colonnes torses, harpies et semblable architecture. Il lui fit également supprimer la première chaire basse en vis-à-vis de la nouvelle chaire haute, transformant ainsi radicalement son trône archiépiscopal, désormais triomphalement encadré de deux sièges en symétrie (fig. 2). Le parlement ne put rien faire contre cette initiative, et malgré de nombreuses plaintes et décisions visant à le « remettre en l'état qu'il estoit avant 1638 », cet agencement subsista⁷.

Enjeux et honneurs

- 16 Le chœur d'Aix-en-Provence ne permet plus de saisir quelle fut l'importance des modifications apportées par l'archevêque de l'Hospital, car si une partie des stalles a subsisté, le trône a désormais disparu. Du moins la connaissance des événements qui se produisirent dans la cathédrale permet-elle de comprendre l'absence totale de siège honorifique dans les stalles hautes à l'heure actuelle. A Toulouse par contre, les remaniements sont toujours visibles, quoique difficilement décelables.
- 17 Au premier abord, il serait bien difficile de trouver quelques différences dans l'ordonnance du siège archiépiscopal, que semblent caractériser symétrie et cohérence. Si les textes n'étaient pas là pour en témoigner, nul n'aurait pu soupçonner les ajouts de Guillaume Fontan, tant ils furent exécutés dans la continuité et dans l'esprit même des autres stalles. A la suite d'un incendie, le chœur de Toulouse avait été entièrement refait entre 1609 et 1614 par les menuisiers Antoine Morizot et Louis Béhorry, sur des plans et modèles de l'architecte et sculpteur Pierre Monge⁸. Ces stalles, par leur décor de mascarons, de cuirs découpés, de guirlandes d'abondance, de harpies, griffons et chimères sont très caractéristiques de la persistance du style bellifontain dans le mobilier civil et religieux jusqu'au début du XVII^e siècle⁹. Or, lorsqu'il rajouta une stalle et la décora à l'égal des autres, Guillaume Fontan s'accorda parfaitement à l'architecture existante et sut retrouver le même esprit d'invention, le même lyrisme dans la conception de figures fantastiques ou d'élégantes têtes de chérubins (fig. 3). Cette modification offre ainsi un bel exemple des problèmes de datation ou d'attribution susceptibles d'exister au sein d'une œuvre apparaissant pourtant comme cohérente¹⁰.

- 18 Au-delà des questions de style, la double affaire d'Aix-en-Provence et de Toulouse pose le problème de la place des clercs et de certains laïques au sein des églises et de l'importance que pouvait y revêtir la distribution des honneurs. Dans les chœurs, les stalles étaient avant tout des sièges dévolus aux clercs. Ces sièges étaient des éléments de confort, destinés à affronter commodément les longues heures de présence, grâce aux multiples aménagements techniques apportés par les maîtres menuisiers, comme les hauts-dossiers ou les dais proéminents destinés à limiter les courants d'air ou encore les fameuses miséricordes, ces sellettes amovibles permettant d'être assis en paraissant debout. Ces sièges furent aussi des éléments de prestige, bien des ensembles rivalisant de qualité dans le luxe de leurs décors, et ce à travers plusieurs diocèses, où l'on constate de fréquentes reprises, copies ou mises au goût du jour. Mais ces stalles étaient avant tout la figuration très concrète d'une charge, la preuve de « l'installation » d'un religieux dans son bénéfice, qui ne devenait effective qu'après avoir véritablement siégé au chœur, où les places étaient attirées¹¹. Cette présence, pointée quotidiennement, était une condition *sine qua non* à la perception des fruits du bénéfice.
- 19 Mais le chœur liturgique était aussi un cénacle, un lieu réservé, privilégié, où s'approcher de Dieu s'apparentait à une marque d'exception. Par là même, y siéger fut une dignité recherchée par les laïques, nobles ou bourgeois. La disproportion entre les capacités des chœurs et l'importance des chapitres est due à la nécessité de pouvoir accueillir, dans les cathédrales ou grands édifices, un important nombre d'assistants lors de cérémonies particulières. Si certaines de ces personnes pouvaient être des clercs, nombre d'entre elles étaient des laïcs, invités à titre individuel ou bien « en corps », au titre de leur fonction. Les personnes invitées en propre, nommées parfois « chanoines laïcs », l'étaient en reconnaissance de vertus particulières, tels des dons substantiels faits à la communauté ou à son édifice. Ainsi, en 1654, le chapitre de l'abbatiale Saint-Sernin de Toulouse octroya-t-il au marchand Sébastien Taffin le privilège de siéger au chœur lors des offices quotidiens, « à la première chère, immédiatement après le chanoine le plus antien du côté droit », en reconnaissance de son action pour l'édification et la décoration d'une chapelle dans le cloître¹². Pour les laïques, quels qu'ils soient, cette présence au chœur était simplement consentie, ainsi à Aix : « on ne repose point les corps des laïcs défunts dans le chœur de l'église métropolitaine parce que pendant leur vie n'y aiant point place de droit, ils ne doivent point y en avoir après leur mort »¹³.
- 20 En quelles circonstances les corps constitués siégeaient-ils dans les chœurs, et lesquels d'entre eux? Il est certain que ces données devaient varier selon les villes et les édifices. Dans le cas d'Aix-en-Provence et de Toulouse, la présence d'un parlement s'avère primordiale. L'historien aixois de Haitze, se référant à un juriste toulousain, rapporte que ce fut grâce à des lettres patentes de François I^{er} que les officiers obtinrent en 1540 l'autorisation de se placer en corps dans le chœur des églises¹⁴. Lors de la polémique de 1622, les officiers aixois rappelèrent à l'évêque d'Augustopolis que la police de l'église ne dépendait pas de lui seul, mais aussi de l'autorité du roi et de ses officiers, le souverain étant « patron et fondateur de toutes les églises de son royaume », y compris les cathédrales et métropolitaines¹⁵. L'archevêque ne pouvait « rien innover sur ce chef sans consentement »¹⁶. On retrouve dans l'édiction de ces règles les conséquences directes du concordat de 1516 entérinant la Pragmatique sanction.
- 21 L'arrêt du Conseil d'état de 1629 précisait quels étaient les jours où ce droit pouvait s'appliquer : lors des offices suivant une procession générale annuelle et ordinaire. A Toulouse, ces cérémonies avaient lieu pour la Fête-Dieu et pour commémorer la

délivrance de la ville, le 17 mai; à Aix également pour la Fête Dieu puis pour la consécration de la ville à la Vierge, le 14 septembre. Les officiers pouvaient également siéger au chœur à la suite des processions et prières publiques extraordinaires, ordonnées par le roi ou par « résolutions publiques », à l'occasion d'un événement heureux ou funeste, ou pour la conjuration d'un fléau. Les douze consuls de la ville de Toulouse étaient également admis au chœur, alors qu'à Aix ils étaient quatre, avec la cour des comptes, le sénéchal, le viguier et le lieutenant du roi. Lors de ces cérémonies, la place des officiers fut variable. A Aix par exemple, ils avaient réussi à obtenir les chaires les plus prestigieuses. En 1683, à la suite d'une procession extraordinaire, ordonnée par monseigneur Grimaldi, les officiers de la cour des comptes trouvèrent la porte du chœur fermée et gardée par des archers, le parlement leur disputant les places qu'ils devaient occuper. Il s'en suivit une échauffourée et un grand scandale devant le Saint-Sacrement. Dans les procédures portées jusqu'en Conseil d'état, on apprend que lors des « cérémonies et assemblées publiques », les officiers du parlement occupaient les stalles hautes du côté droit depuis l'autel, laissant six stalles de ce côté là au fond vers le jubé pour les chanoines, ceux de la cour des comptes étant aux mêmes places du côté gauche, laissant treize sièges vers le jubé, six pour les autres chanoines, et les autres pour le sénéchal, le lieutenant du roi, le viguier et les quatre consuls de la ville¹⁷.

- 22 Cette imposante représentation dans le chœur, même épisodique, favorisa des conflits. S'y concrétisèrent bien des enjeux de pouvoir, à travers leur expression la plus visible dans la société d'ordre d'Ancien Régime : les préséances. Les questions de rang et d'honneur y furent primordiales, tout aussi importantes que dans les processions. Les officiers d'Aix déclarèrent nettement en 1622 qu'ils « ne pourront presque voir le divin service et se mettant à genoux, ils seront encore plus incommodés et foulés aux pieds par ceulx qui seront sur ledict théâtre de sorte qu'ils ne pourront estre en leur place avec la scéance et dignité requise à leurs charges ». De même pour le premier président du parlement de Toulouse, il était inadmissible qu'il ne puisse « prendre sa place en la première forme après le sieur archevesque ». Ces différends cristallisèrent le complexe jeu de pénétration de l'image d'un pouvoir, à travers l'officier en robe, au sein d'un lieu où il ne devrait pas exprimer l'importance de sa fonction. L'exemple de Toulouse prouve que cette notion était tout à fait primordiale et ne s'appliquait pas à sens unique, puisque l'archevêque voulut lui aussi prendre place dans la cour du parlement. Il réussit même en 1638 à faire abolir l'inacceptable obligation de s'agenouiller pour prêter serment¹⁸, et en retour le parlement parvint, mais en 1680 seulement, à lui faire quitter sa mitre, insigne de sa fonction pontificale, tout au long de ce serment.
- 23 La présence au chœur ne fut cependant pas qu'un étalage de dignité aux yeux des autres. On y retrouve une notion plus religieuse que sociologique, car se présenter là, dans la gloire de sa fonction, c'était également se présenter à Dieu sous un jour que l'on pouvait considérer comme meilleur, c'était être appelé à partager les saints mystères comme un ministre du Christ. En ce sens, un autre thème transparaît dans bien des procédures, celui de la vision de l'autel. L'importance de cette approche du divin a été soulignée par sa traduction dans le mobilier liturgique, au sujet de la disposition des jubés et des retables¹⁹. Le siècle de « l'invasion mystique » avait donné à l'idée de vision de Dieu une place primordiale non seulement dans la littérature mais encore dans l'image sacrée, où se multiplièrent extases et illuminations. Cette idée là s'accordait mal avec la disposition des maîtres-autels des grands édifices urbains, et l'on peut ressentir dans la revendication d'une présence au chœur, avec une vue directe sur l'autel, la recherche d'un face-à-face

avec la lumière et la gloire divines dont on ornait alors les sanctuaires. Cette question du face à face alimenta la querelle au sujet des jubés et l'opposition entre ceux qui prônaient la clarté des lieux de culte et leur libre vision et ceux qui recherchaient dans la tradition la justification d'une « obscurité », nécessaire parcours d'une réalité opaque vers une vérité lumineuse, délivrée par la seule foi en Dieu. D'ailleurs les officiers d'Aix ne réclamèrent pas pour eux seuls cette vision de l'autel qu'allait leur cacher le trône de l'archevêque, ils soulignèrent également qu'en l'adossant aux grilles latérales du chœur, on allait priver le peuple d'une « grande commodité [...] pour voir le service divin ».

- 24 Des archevêques voulant demeurer maîtres en leur église, des officiers voulant y paraître dans l'avantage de leur fonction, de simples rivalités d'image et de personnes ou de profondes préoccupations spirituelles, le thème du droit au chœur semble un précieux révélateur des désaccords entre pouvoir spirituel et pouvoir civil, se concrétisant en un lieu particulièrement symbolique, reprenant le thème du « voir et être vu ». Il illustre également les conséquences esthétiques inattendues que purent engendrer des conflits de préséance. Toutefois, il faudrait bien des études pour en saisir toutes les nuances et résonances, car en matière d'honneurs et de représentation, le plus grave côtoya souvent le plus futile. Ainsi, en 1697, éclata une nouvelle polémique dans le chœur de la cathédrale de Toulouse au sujet d'un coussin, sur lequel s'agenouillaient les officiers lorsqu'il faisaient l'offrande à l'autel. Cette habitude avait fini par générer, devant le sanctuaire, d'interminables ballets, avec force salutations entre gens de bonne condition. Il fallut aller en Conseil d'Etat pour régler ce différend et supprimer ce signe de déférence. On s'aperçut alors que le « droit » invoqué ne datait que de quarante ans : cet usage était né en 1657, lorsque l'archevêque d'alors, miséricordieux, avait cédé son propre coussin au premier président Gaspard de Fieubet, qui souffrait atrocement de la goutte...

NOTES

1. Sur l'affaire aixoise : Bibliothèque Méjanes, Ms. 953, fol. 601-648, « Verbaux de délibérations sur les changements faits dans le chœur de Saint-Sauveur et en la chaire archiépiscopale. Décembre 1622 »; AD 13, 2G 1238, « Procès entre Mgr Gui Hurault de l'Hopital évêque d'Augustopolis et coadjuteur de l'archevêque pour l'obliger à remettre dans l'état où il était anciennement le trône archiépiscopal qu'il avait pris sur lui de faire modifier. 1623 ».
2. Pierre-Jean de HAITZE, *Les curiosités les plus remarquables de la ville d'Aix*, Aix, 1679, vol. 4, p. 110.
3. Ce droit avait été concédé par le roi à Georges d'Armagnac « pour récompense des grands services qu'il avoit rendus à l'état », à charge de la suppression de l'office d'un des évêques conseillers de la cour. L'acte en fut enregistré en mars 1565.
4. Archives nationales, E 98, Conseil du Roi, fol. 10. On ne se prononça cependant pas en ce qui concernait les usages dans le parlement, cette question restant soumise à plus ample information.
5. AD31, 1G 397, Affaires Parlement Archevêques, liasse 29; « Articles d'accomodement fait au mois de juin 1638 par M. le prince de Condé entre M. l'archevesque de Toulouse et le parlement ». Accord entériné par un arrêt du parlement du 19 juin 1638; AD31, B 1916, fol. 67 v°.

6. AD31, 3E 1927, fol. 144-150, « Charge de Monseigneur l'archevêque à Guillaume Fontan, sculpteur ».
7. AD31, 1G 397, liasse 5. Requête du 30 mai 1697 envers Mgr J.B. de Colbert.
8. Pascal JULIEN, « Les stalles de la cathédrale Saint-Etienne de Toulouse. Un chantier exemplaire (1610-1613) », *Mémoires de la Société Archéologique du Midi de la France*, LII, 1992, p. 107-125.
9. Pascal JULIEN, « Harpies, griffons et chimères dans les stalles de chœur au XVII^e siècle : le modèle toulousain », *Gazette des Beaux-Arts*, septembre 1994, p. 1-12.
10. Le problème est d'autant plus intéressant que ce sculpteur, s'accordant à la perfection à un style déjà passé de mode, fut à Toulouse l'un des principaux protagonistes de la tentative de création d'une première académie de peinture et de sculpture en province, en 1644, où l'on voulut instituer, entre autres modernités, le dessin d'après modèle vivant, quatre ans avant l'académie royale de Paris. Sur ce sculpteur et ce sujet, Catherine BOURDIEU et Jean-Pierre SUZZONI, « Une ville d'art au cœur de trente diocèses », *L'âge d'or de la sculpture. Artistes toulousains du XVII^e siècle*, catalogue d'exposition, Toulouse, Musée des Augustins, Somogy, 1996, p. 56-111.
11. *Recueil des actes, titres et mémoires concernant les affaires du clergé de France*, Paris, 1716, vol. 2, col. 1415 : « Un chanoine ne prend pas son rang du jour de la prise de possession par un notaire, mais du jour de son installation ». Arrêt du parlement d'Aix, 14 décembre 1671.
12. Pascal JULIEN, « Notre-Dame de Bonnes-Nouvelles, chapelle du cloître de l'abbatiale Saint-Sernin », *Mémoires de la Société Archéologique du Midi de la France*, LV, 1995, p. 112-128.
13. Bibliothèque municipale de Marseille, Ms 1495, P.-J. de HAITZE, *Rites de l'église d'Aix tant anciens que modernes*, 1728, p. 451.
14. *Idem*, p. 397.
15. Bibliothèque Méjanes, ms 953, fol. 609.
16. Pierre-Jean de HAITZE, *Les curiosités les plus remarquables de la ville d'Aix*, Aix, 1679, vol. 4, p. 110.
17. Bibliothèque Méjanes, Ms 776, « Arrêt du conseil du roi contre messieurs de la cour des comptes pour raison de l'irrévérence commise dans l'église de St Sauveur par ladite chambre des comptes », fol. 196 v°. Voir aussi pour les procès qui opposèrent les deux cours au sujet des préséances : AD13, 2G 1868, « Procès contre la cour des comptes qui émettoit la prétention d'occuper les 6 stalles les plus honorables lorsqu'elle assistoit à l'office à la métropole, et au besoin s'en emparoit par la violence », 1629-1655; 2G 1873, « Procès entre le Parlement et la cour des comptes au sujet des places que ces corps, les autres cours, les consuls et le chapitre devraient avoir dans les cérémonies publiques », 1638-1693.
18. AD31 1G 397, liasse 30, arrêt du 20 février 1639, confirmé le 22 novembre 1679.
19. B. FOUART, « Un débat exemplaire : la reconstruction des jubés au XIX^e siècle », *Revue de l'Art*, 24, 1974, p. 59-71. F. COUSINIÉ, « Voir le sacré : perception et lisibilité du maître-autel au XVII^e siècle », *Histoire de l'Art*, 28, décembre 1994, p. 37-49.

INDEX

Mots-clés : archevêché, Eglise, Histoire de l'art, Religion

Index chronologique : Époque moderne

Index géographique : Aix-en-Provence, Toulouse